



REVUE DES ETUDES MULTIDISCIPLINAIRES EN SCIENCES ECONOMIQUES ET SOCIALES

N° 2 Juillet 2016

**Caractéristiques et dynamique de la pauvreté en Algérie  
durant la période 1988 – 2014.**

**Poverty Characteristics and dynamics in Algeria  
during the period: 1988 – 2014.**

**Mr.Moussa CHENINI**

Maitre assistant A, Faculté SEGC

Université Abderrahmane MIRA –Béjaia– Algérie.

email : [c\\_mou15@yahoo.fr](mailto:c_mou15@yahoo.fr)

**Mr.Samir BETTAHAR**

Professeur, Faculté SEGC (V.Doyen)

Université Abou Bekr Belkaid –Tlemcen– Algérie.

email : [sambetta@yahoo.fr](mailto:sambetta@yahoo.fr)

**Mr.Mohamed BENBOUZIANE**

Professeur, Faculté SEGC (Doyen)

Université Abou Bekr Belkaid –Tlemcen– Algérie.

email : [mbenbouziane@yahoo.fr](mailto:mbenbouziane@yahoo.fr)

**Résumé :**

Nous proposons dans cet article l'analyse de la pauvreté en Algérie, notamment la dimension monétaire et ses répercussions sur les niveaux de vie de la population, à travers une rétrospective qui retrace l'évolution et la dynamique de ce phénomène. La caractéristique phare de la pauvreté en Algérie est l'aspect monétaire qui reflète un état de privation touchant des couches sociales défavorisées suite au processus de réforme engagé au début des années 80, et qui s'est aggravé par le choc pétrolier de 1986 et ses retombées durant les années 90, d'où notre analyse s'intéresse sur les impacts d'une telle période sur les taux de pauvreté et de capacité.

**Mots clés :** Pauvreté – Caractéristiques – Algérie – Réformes – capacités.

**Abstract:**

We propose in this paper the analysis of poverty in Algeria, including the monetary dimension and its impact on the living standards of the population, through a retrospective that traces the evolution and dynamics of this phenomenon. The flagship feature of poverty in Algeria is the monetary aspect that reflects a state of deprivation affecting disadvantaged social strata following the reform process in the early 80s, and which is exacerbated by the oil crisis of 1986 and its impacts during the 90s, hence our analysis focuses on the impacts of such period on poverty rates and capabilities.

**Keywords:** Poverty - Characteristics - Algeria - Reforms - capabilities.

**Introduction :**

L'étude de la dynamique de la pauvreté en Algérie ne peut être effectuée sans le recours aux conditions générales caractérisant l'époque coloniale, où le paupérisme se faisait remarquer, la plus grande tranche de la population était défavorisée, l'accès aux besoins de base était trop limité, et surtout l'aspect solidaire de la population de l'époque.

Ce constat s'est amélioré durant la période post coloniale, qui a vu l'Etat s'orienter graduellement vers la création de l'emploi, l'assainissement de l'économie nationale et la consolidation de l'option socialiste prise par les pouvoirs publics. Mais, ce processus s'est brutalement cassé après le choc pétrolier de 1986, et la crise économique qui l'a suivi en parallèle du processus de réformes engagé durant les années 1990 en pleine crise sécuritaire qu'a vécu le pays.

Durant cette période, les inégalités s'aggravent en Algérie, les taux chômage font parler d'eux entre chiffres officiels déclarés, et une réalité amère qui reflète une incapacité de résorption de la main d'œuvre en chômage. Par ailleurs, l'une des formes de la pauvreté celle des « *capacités* » s'est propagée en Algérie, où pas mal d'Algériens évoquent leurs incapacités de satisfaire des besoins de liberté et d'expression de soit même.

Cette pauvreté des « *capacités* » est peut être due à un mouvement à sens unique (de l'état vers la société civile) qui créa de ce fait, l'illusion que la société civile ne pouvait être autre chose que le réceptacle passif des différentes décisions de l'état (**Bendib, 1995**).

**I. Evolution et seuils de la pauvreté en Algérie de 1985 à 2000.**

La prise de conscience des pouvoirs publics Algériens de l'ampleur du phénomène de la pauvreté qui secoue le pays, est du moins qu'on puisse dire récente, car la résorption des effets de la crise de **1986**, des ajustements structurels et de la décennie noire en est derrière. Du fait, une fois que la multi dimensionnalité de la pauvreté est reconnue dans notre pays, l'état s'est engagé à lutter et contre le phénomène sur plusieurs fronts et dimensions, alimentation en eau potable, éducation, logement, santé, habitat, filet social...etc.

Considéré comme un phénomène ancien, la pauvreté en Algérie a suscité beaucoup d'intérêts ses dernières années, après une multitude d'initiatives pour la compréhension, la mesure et la mise en œuvre des politiques « *adéquates* » pour lutter contre ce phénomène, comme en témoigne la conférence nationale de lutte contre la pauvreté tenue en **Octobre 2000**.

**Ait-Ziane et Amimi (2003)** soulignent : « *Bien que l'appauvrissement n'épargne aucune catégorie sociale, ce sont les familles nombreuses, les personnes âgées, les enfants et les chômeurs qui comptent parmi les personnes les plus exposées aux risques de pauvreté. Leur chute dans la pauvreté est accélérée par la dislocation du système de redistribution de la richesse nationale et de protection sociale* ».

La pauvreté telle que se présente aujourd'hui, constitue un fait social nouveau tant par son ampleur que par la diversité des populations touchées. La transition vers l'économie de marché, non seulement n'a pas amélioré les conditions de vie des anciens pauvres, mais de plus, elle a fragilisé des catégories sociales habituellement considérées comme « **Protégées** » des risques de pauvreté.

L'Algérie a connu deux périodes différentes : **La première** a eu lieu avant **1986**, où il y avait un emballement pétrolier ; l'état a eu les ressources pour fournir l'emploi, l'infrastructure et les services par un système de planification centralement commandé. Des indicateurs sociaux nettement améliorés dont la pauvreté ont été maîtrisés grâce à la génération d'emploi, l'investissement dans l'éducation, la santé et dans l'infrastructure de base. **La seconde** période est marquée par l'effondrement des prix du pétrole dans **1986** qui ont fait des problèmes graves pour continuer cette politique sociale généreuse, le nombre des pauvres et des vulnérable augmente graduellement. C'est un commencement d'une crise sociale sérieuse en Algérie (**Benbouziane et Benhabib, 2011**).

Les rares études qui ont été menées sur la pauvreté en Algérie reposent sur une mesure monétaire, à l'aide de l'estimation de niveau de vie des ménages (ou des individus), par deux manières :

- les dépenses de consommation de ménages.
- les revenus des ménages.

Le problème de mesure de la pauvreté en Algérie a suscité divers intérêts de la part des chercheurs et des institutions appelés à donner des clarifications détaillées sur l'unité de mesure, les standards et les seuils utilisés. Du fait, **Moumi (2009)** recommande les explications suivantes :

#### **A- L'indicateur de bien être :**

L'indicateur de bien être considéré ici est l'ensemble des dépenses de consommation par personne, et qui comprennent toutes les dépenses indispensables pour l'individu ou le ménage :

- Les biens alimentaires pour la consommation individuelle ou collective et les biens des ménages seraient-durables (vêtements, meubles, équipements ménagers dépenses de transports).
- Les dépenses de soins et d'hygiène, de communication, d'éducation, et de loisirs.
- Les dépenses de services reçus par les ménages : eau, électricité-gaz, loyers.
- L'autoconsommation des ménages est prise en compte.

### **B- Le seuil de pauvreté :**

**Laabas (2001)** a étudié la dynamique de la pauvreté en Algérie entre **1966 et 1995** en donnant un profil bien détaillé. Le cadre utilisé permet d'évaluer des seuils de pauvreté sans l'utilisation des données d'enquêtes de terrains, mais seulement des données disponibles sur la consommation et l'inflation, moyennant un certain niveau de revenu. Il argue du fait que la pauvreté est profondément enracinée dans la société algérienne depuis les jours du colonialisme. La politique coloniale française en Algérie était une destruction délibérée de l'identité nationale et du système social indigène du pays, qui a été basé sur les besoins fondamentaux de la société.

La proportion de pauvreté mesurée par le **PIB / Habitant** était de **54 % en 1966** qui diminue nettement jusqu'à **28 % de 1980 (Laabas, 2001)**. Il stipule que le déclin des taux de pauvreté a continué depuis **1988**, où le **PIB / Habitant** a diminué jusqu' à **16 %**. Cependant, la baisse prompte du prix du pétrole, l'expansion de l'inflation et le déclin dans le revenu par habitant ont poussé la proportion de pauvreté avec **22 %** donnant une augmentation de **38 %** entre **1988 et 1995**.

Cette augmentation pourrait avoir été encore plus mauvaise si le gouvernement soulevait les subventions plus tôt que **1994**. En appliquant le seuil de pauvreté supérieur le PIB / Habitant a diminué de **71% de 1966 à 26.71% en 1988** et a alors grimpé jusqu'à **33.25 % en 1995**.

Les études menées en Algérie (**1988, 1995, 2000**) identifient généralement, en termes monétaires, trois seuils de pauvreté :

#### **B.1 Le seuil de pauvreté alimentaire :**

C'est un seuil de pauvreté absolue et extrême. Il était estimé comme le niveau de dépenses monétaires nécessaire pour satisfaire les besoins alimentaires minimums. Pour l'Algérie, i est évalué à **2.100 calories** par personne et par jour, soit **2.172 DA** par personne et par an en **1988** et à **10.943 DA** par personne et par an en **1995**.

L'application de ce seuil permet d'évaluer l'incidence de la pauvreté à **3,6 % de la population en 1988, soit 849.900 personnes** et à **5,7 % en 1995, soit 1.611.400 pauvres**. Le nombre de personnes en situation de pauvreté extrême aurait ainsi presque doublé (**accroissement de 89,5 %**) entre **1988 et 1995 (CNES, 2000)**.

La détermination de ce niveau nécessite donc de définir un panier de biens de consommation alimentaire susceptibles de fournir les **2.100 calories** par jour et par personne, les quantités consommées ainsi que les prix de ses produits, en plus du choix du panier. Autant d'éléments qui restent encore à définir.

La répartition de la population en déciles permet, en utilisant une table des valeurs caloriques par produit de la **FAO**, d'identifier celui des déciles dont le panier alimentaire assure un apport calorique proche ou égal à **2.100 calories** par jours et par personne. Le décile sera le décile de référence, qu'il faut ajuster si besoin il est afin d'atteindre le nombre de calories standard.

Des difficultés ont surgis pour le calcul de ce seuil pour l'Algérie. Du moment où les prix sont fixés, leur multiplication par les quantités ajustées du décile de référence donne la valeur de chaque produit du panier de référence. La somme des valeurs de tous les produits ainsi calculées permet d'obtenir le seuil de pauvreté alimentaire.

Pour le besoin de régionalisation de la pauvreté, comme cela se pratique très souvent, la différenciation entre les deux seules strates considérées (urbaine et rurale) provient uniquement de l'écart des prix dans ces strates. C'est pour cela que l'**ONS** publie deux types d'indices de prix à la consommation : l'indice de prix du grand Alger et l'indice des prix national.

Le problème se pose donc pour le calcul de l'indice de prix pour le milieu rural. Pour cela, l'office national a opté pour la méthode suivante :

- l'indice des prix du Grand Alger, régulièrement calculé, est considéré comme représentatif du milieu urbain.
- au niveau rural, il est déduit de l'indice national, également mesuré avec la même fréquence que celui du Grand Alger et couvrant 17 villes et villages, en tenant compte de la distribution de la population entre les deux milieux.

**Tableau 1 : Evolution globale de l'indice à la consommation au niveau national de 2000 à 2014.**

<u>Années.</u>	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
<b>Indice Général</b>	558,7	578,2	591,29	611,8	639,8	652,1	663,9	689,81
<b>Variations en %</b>	-0,6	3,5	2,2	3,5	4,6	1,9	1,8	3,9
<u>Années.</u>	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	
<b>Indice Général</b>	123,98	131,1 0	136,23	142,3 9	155,10	160,11	164,7 7	
<b>Variation (%)</b>	4,90	5,70	3,90	4,50	8,90	3,30	2,92	

Source : ONS, 2014.

Du fait de flambées successives des prix des biens de base, et leur impact sur la pauvreté des ménages, surtout ceux à bas revenus, il convient de voir l'évolution des indices des prix à la consommation, au niveau national, pour refléter ainsi l'incidence sur le pouvoir d'achat.

## **B.2 Le seuil de pauvreté inférieur (générale) :**

Le seuil de pauvreté inférieur prend en compte des dépenses non alimentaires qui soient à des niveaux minimales. Il est de pratique courante d'évaluer celle-ci en définissant un bien non alimentaire de base comme étant un bien qu'un ménage choisit d'acquérir au détriment de la satisfaction de ses besoins alimentaires de base. La composante non alimentaire représente donc le niveau de dépenses non alimentaires qu'un ménage, qui a la capacité de satisfaire au besoin nutritionnel de **2.100 calories / jour / personne**, accepte de substituer à ses dépenses alimentaires de base.

L'estimation de la dépense non alimentaire minimale peut se faire de différentes façons. Elle peut correspondre, à titre d'exemple, à la moyenne des ratios : **(Dépenses non-alimentaires) / (Dépenses alimentaires)**, pour une catégorie de ménages autour du seuil de pauvreté.

Le seuil de pauvreté inférieur est obtenu en augmentant le seuil de pauvreté alimentaire d'un coefficient budgétaire correspondant aux dépenses non alimentaires minimales de « ceux qui ont juste les moyens de satisfaire leurs besoins alimentaires ». Les personnes ayant un niveau de consommation inférieur à ce seuil sont réputées être « très pauvres ».

Ce seuil est évalué à **2.791 DA** par personne et par an en **1988** et à **14.827 DA** par personne et par an en **1995**. Le nombre de personnes qui se trouve en-dessous de ce seuil est évalué à **1.884.600 en 1988**, soit **8,1 %** de la population et à **3.986.200 en 1995**, soit **14 %** de la population (CNES, 2000).

Plus habituel dans ces cas de calcul de ce seuil, c'est le recours à un modèle économétrique qui établit une relation entre la part des dépenses alimentaires dans la dépense totale de chaque ménage : le logarithme du ratio dépense totale (alimentaire et non alimentaire) / seuil alimentaire et la composition du ménage en groupes d'âges. C'est cette deuxième technique qui a été utilisée pour **1988, 1995 et 2000**.

### **B.3 Le seuil de pauvreté supérieur :**

Le seuil supérieur de pauvreté, prend en compte l'accès aux dépenses non alimentaires. D'après les calculs de l'ONS, ce montant est estimé pour **1995 à (18.191 DA / année)**. Ce dernier seuil concerne des catégories fragilisées susceptibles de basculer dans la pauvreté en cas de variation même modeste de leur revenu.

Le seuil de pauvreté supérieur inclut un niveau de dépenses de biens non alimentaires plus élevé que dans le cas précédent, le niveau des dépenses alimentaires étant identique au seuil de pauvreté alimentaire. Ce seuil, estimé à **3.215 DA** par personne et par an en **1988** et à **18.191 DA** par personne et par an en **1995**, détermine un nombre de pauvres de **2.850.000 en 1988**, soit **12 %** de la population, et de **6.360.000 en 1995**, soit **22,6 %** de la population.

Le commencement de la propagation de la pauvreté en Algérie a commencé en réalité juste après le choc pétrolier de **1986**, ceci a été rapporté dans l'enquête faite par l'ONS (1995) qui révélait que :

1. Environ un Algérien sur cinq (**1/5**) est pauvre, **22,6 %** de la population vivent au dessous du seuil de pauvreté contre **12,2 % en 1988** et environ **15,1 % en 1995** ;
2. Approximativement, un Algérien sur vingt : **5,7 %** de population se situe en dessous du seuil de malnutrition, soit à moins de **2.100 calories / jour** ;
3. La pauvreté touche **deux fois plus** les zones rurales que les zones urbaines ;



4. Les ménages les plus touchés sont ceux dont le chef est soit chômeur, soit petit exploitant agricole, soit carrément inactif ;
5. La baisse en terme réel du pouvoir d'achat des revenus salariaux aurait été plus de **45 %** entre **1986 et 1994** ;
6. Le taux d'analphabétisme est le plus élevé chez les femmes résidentes en zones rurales (**46 %**), celles des zones urbaines (**29 %**), pour les hommes résidents en zones rurales (**22 %**) et ceux des zones urbaines (**13 %**).

Selon l'enquête sur le filet social (**1995**) réalisée pour le ministère du travail, de la protection sociale et de la formation professionnelle, le seuil de pauvreté est évalué à **975 DA par personne et par mois**, dont **234 DA** constituent des dépenses de consommation non alimentaires. Ce seuil est déterminé sur la base d'une ration alimentaire minimale « nécessaire à une vie sociale normale en Algérie ». Le montant des ressources nécessaires ainsi déterminé, soit **11.700 DA** par personne et par an, (dont **8.892 DA** pour les dépenses alimentaires) se situe en deçà du seuil de pauvreté inférieur (**14.827 DA**) défini en utilisant les résultats de l'enquête sur les niveaux de vie (**CNES, 2000**).

Le **tableau 2** nous donne les taux de pauvreté selon les zones d'habitat et les différents seuils (alimentaire – supérieur – inférieur).

**Tableau 2 : Incidence de la pauvreté selon le milieu d'habitat en 1995 en %.**

Incidence de la pauvreté selon le milieu d'habitat en 1995 en %.			
Zones de résidence	Seuil de la pauvreté alimentaire	Seuil de pauvreté global inférieur	Seuil de pauvreté global supérieur
Zones urbaines	3.6	8.9	14.7
Zones rurales	7.8	19.3	30.3
Total	5.7	14.1	22.6

Source : O.N.S, « Enquête sur les niveaux de vie », 1995.

En **1998**, les seuils de pauvreté utilisés étaient les suivants :

- Le seuil de pauvreté alimentaire est estimé à l'ordre de **10.943 DA** par personne et par an, ce qui équivaut à **1.07 Dollars / jour** ;

- Le seuil de pauvreté globale intègre outre les besoins alimentaires incompressibles, les besoins non alimentaires fondamentaux, il comprend :
  - Le seuil de pauvreté inférieur est estimé à **14.827 DA**, ce qui équivaut à **1.45 Dollars / jour**.
  - Le seuil de pauvreté supérieur est estimé à **18.191 DA**, ce qui équivaut à **1.67 Dollars / jour**.

Selon une étude réalisée en **1997** par la **Banque Mondiale**, sur la base des données de l'enquête sur les niveaux de vie de **1995**, la baisse en termes réels du pouvoir d'achat des revenus salariaux entre **1986 et 1994** aurait été de plus de **45 %**, ce qui représenterait un recul supérieur à celui qu'auraient enregistré les autres revenus (**Banque Mondiale, 1997 ; Moumi, 2009**). Cette tendance est confirmée par l'enquête sur l'emploi et les revenus, réalisée par l'ONS au cours du premier trimestre **1996**, qui évalue à **33 %** le nombre des salariés dont le revenu était inférieur à **6.000 DA**, soit un niveau à peine supérieur au salaire minimum de l'époque.

La réduction du pouvoir d'achat, inhérente à la crise, s'est également traduite par des modifications du comportement des ménages en matière de consommation alimentaire. Selon une enquête du **CENEAP**, réalisée en **Mars 1998** et portant sur un échantillon de **2.000 ménages**, il ressort que **56%** des ménages auraient, **depuis 1993**, restreint leur consommation de produits alimentaires tel que la viande, les fruits et l'huile, voire même abandonner la consommation de certains de ces produits (**Moumi, 2009**).

Pour les catégories de la population disposant de bas revenus ou de revenus moyens, les effets du désengagement de l'État du soutien des prix des biens alimentaires sont particulièrement sensibles, compte tenu d'une progression moins rapide des revenus, notamment salariaux, relativement au rythme de l'inflation durant cette période.

Pour l'année **1999**, un projet de rapport du **CNES** avait estimé le nombre des pauvres comme suit :

1. Prés de **1.6 millions** de personnes souffrant de pauvreté alimentaire dont plus d'un million en compagnie ;
2. Prés de **4 millions** de personnes dont le revenu n'atteint pas le seuil de pauvreté global inférieur dont **2.7 millions** en zones rurales ;
3. Plus de **6.3 millions** de personnes vivant en deçà du seuil de pauvreté global supérieur.

Durant cette époque, sur le front social, la pression sur l'emploi reste très vive en dépit des efforts déployés. Le dispositif de prise en charge des pertes d'emploi qui se met en place n'est

pas encore suffisamment opérationnel et contribue à alimenter les tensions sociales (CNES, 1995).

De nombreuses évolutions en cours fondent les prémices d'une recomposition du champ social. Cependant, les conditions d'encadrement et de mise en œuvre de cette recomposition restent à affiner davantage (lois sociales, réglementation et/ou déréglementation du marché du travail, emploi des jeunes, protection sociale, ...). Comparativement à **1988**, la pauvreté s'est accentuée consécutivement à la mise en œuvre du programme d'ajustement structurel (**PAS**) dont les effets sur la dépréciation du pouvoir d'achat n'ont pu être totalement jugulés par la mise en place du filet social.

L'estimation de la pauvreté durant cette période est représentée dans le **tableau 3**.

**Tableau 3 : Estimation de la pauvreté pour 1988 et 1995.**

Indicateurs	1988			1995		
	Urbain	Rural	National	Urbain	Rural	National
<b>Seuil de pauvreté (DA / Personne / An)</b>						
<b>Seuil de pauvreté alimentaire</b>	2180	2165	2172	10991	10895	10943
<b>Seuil de pauvreté inférieur</b>	2771	2809	2791	14706	14946	14827
<b>Seuil de pauvreté supérieur</b>	3158	3265	3215	17666	18709	18191
<b>Nombre de pauvres (en 1000)</b>						
<b>- Pauvreté extrême</b>	210.5	639.5	849.9	504.3	1107.10	1611.40
<b>- Très pauvres</b>	531.7	1352.7	1884.60	1246.80	2739.30	3986.20
<b>- Pauvres</b>	806.6	2041.40	2850.10	2059.40	4300.60	630.00
<b>Nombre de pauvre en %</b>						
<b>- Pauvreté extrême</b>	1.9	5.2	3.6	3.6	7.8	5.7
<b>- Très pauvres</b>	4.8	11	8.1	8.9	19.3	14.1
<b>- Pauvres</b>	7.3	16.6	12.2	14.7	30.3	22.6

Source : Banque mondiale, Novembre 1998.

En effet, le nombre de pauvres s'est accru et la pauvreté s'est aggravée dans la mesure où la proportion de personnes vivant en deçà du seuil de pauvreté extrême a progressé, passant de **3.6 %** en **1988** à **8.1 %** en **1995**. Le poids des ruraux dans la population pauvre reste important et a enregistré une légère baisse passant de **72 %** et **68 %** entre **1988** et **1995**.

Toujours, entre **1995** et **1998**, les inégalités de revenus en Algérie étaient flagrantes, les pauvres dont la part des revenus pour les **10 %** les plus pauvres était **2.56 %** en **1998** et **2.8 %** en **1995**, et la part des **10 %** les plus riches était quand à elle égale à **32.67** en **1998** et de l'ordre de **26.8** en **1995** (**World perspective, Université Sherbrooke, 2007**). Concernant le pourcentage de la population vivant avec moins de **01 Dollars / jour** en **1988**, il était de l'ordre de **02 %** et même **1995**, tan disque celui de la population vivant avec moins de **02 Dollars / jour**, il était **13.9** en **1988** et **15.1** en **1995**.

Les programmes d'ajustement structurels ont laissé leurs empreintes sur le vécu de la population, ou du moins de celle défavorisée ou celle qui a vu sa situation se détériorer après la compression massive des travailleurs et l'augmentation des coûts de santé et de scolarisation.

## **II. Etat des lieux de la pauvreté durant la période de l'embellie financière (2000 – 2014).**

L'émergence de ces « **nouveaux pauvres** », issus des couches moyennes depuis le début des années quatre – vingt - dix, est un phénomène récent qui donne à la pauvreté de nouvelles caractéristiques. En fait, par delà l'incidence du **PAS**, la pauvreté dont on vient de voir la prévalence en milieu rural est intimement liée aux contraintes de l'environnement naturel à l'origine de la faiblesse de la productivité des écosystèmes.

D'après les statistiques de l'année **2000**, la pauvreté touche près de **12 millions** d'Algériens. Le **CNES** avait noté qu'elle ne cesse de progresser, il recommande ainsi un plan à court terme pour stimuler la croissance pour y faire face, ceci s'est traduit par le lancement des deux programmes de relance économique (**Smahi, 2004**). En **2001**, le ministère de l'action sociale et de la solidarité nationale avait publié en collaboration avec l'**ANAT : Agence Nationale de l'Aménagement du Territoire** une carte de pauvreté en Algérie, cette dernière avait révélé que : « ***La pauvreté se concentre particulièrement dans 177 communes pour une population de 1.6 millions d'habitants*** ».

Il est à rappeler que parmi ces **177** communes :

- 1. 92** soit **51,4 %** ont une mortalité infantile supérieure à **58 ‰** ;
- 2. Seules, 7** d'entre elles, ont un ratio de richesse supérieur à **500 DA** par habitant et par an ;

3. 172 soit 97 %, ont un indice synthétique du logement défavorable ou très défavorable ;
4. Et 174 ont un indice de l'éducation défavorable ou très défavorable.

L'évolution positive qu'a connue l'économie Algérienne en 2002 (CNES, 2002) a permis la baisse du taux de chômage à 25.9 % en raison de :

1. La baisse des compressions des effectifs ;
2. La mise en œuvre du Plan de Soutien à la Relance Economique (PSRE) et du Plan National de Développement Agricole (PNDA) ;
3. La reprise de la croissance dans le secteur des BTP ;
4. La persistance de l'emploi informel.

En 2003, le ministre de finance de l'époque avait indiqué que « *La pauvreté en Algérie réside dans les inégalités territoriales, notamment le milieu rural* ». En 2004, un rapport périodique des Nations Unies indiquait que plus de 2 % des Algériens vivaient avec moins de 01 Dollars / jour et que plus de 15.1 % d'entre eux vivaient avec moins de 2 Dollars / jour. En 2004 aussi, le *Seuil de Pauvreté Alimentaire* (SPA) a atteint 1.6 % de la population, et le *Seuil de Pauvreté Générale* (SPG) était de l'ordre de 6.8 % (Gouvernement Algérien, 2004).

L'étude du (GREDAAL, 2004) signale un Autre phénomène explicatif de la pauvreté en Algérie, les structures du relief comme les caractéristiques climatiques rendent les potentialités naturelles plus vulnérables. Ceci transparaît notamment à travers :

1. Les plaines et les bassins qui enregistrent une pluviosité irrégulière et inégalement répartie ;
2. Les zones de montagnes fortement érodées dont le couvert végétal est fragilisé ;
3. Les zones steppiques, caractérisées par un climat aride, des sols pauvres et une productivité pastorale limitée ;
4. un milieu désertique marqué par la faiblesse et l'irrégularité des précipitations ainsi que par les fortes amplitudes thermiques (Voir Tableau 4).

**Tableau 4 : Evolution de la pauvreté entre 1988 et 2004.**

	Seuil	1988	1995	2000	2004
<b>Taux de pauvreté en (%)</b>	01 \$	1.9	-	0.8	-
	SA *	3.6	5.7	3.1	1.6
	SPG **	8.1	14.1	12.1	6.8
<b>Indice d'écart de pauvreté</b>					
	SA	0.4	0.7	0.5	-
	SPG	0.007	0.017	0.025	-
<b>Degré de pauvreté en %</b>					
	SA	11.1	12.3	15.5	-
	SPG	8.6	12.1	20.2	-
<b>Nombre de pauvres en Milliers</b>					
	01 \$	452	-	243	-
	SA	850	1611	952	518
	SPG	1885	3986	3719	2200

Source : Gouvernement Algérien, 2005, Op. cité, P 17.

\* **SA : Seuil Alimentaire** ; il est déterminé à partir d'un besoin minimum de 2 100 calories par personne et par jour.

\*\* **SPG : Seuil de Pauvreté Générale**, il intègre, outre le seuil alimentaire, une composante non alimentaire estimée par rapport à des besoins non alimentaires.

À noter que la valeur de l'indice de pauvreté humaine, en Algérie, est passée de **25,23 %** en **1995** à **16,6 %** en **2005**, soit un recul, d'une moyenne annuelle, de **4 %**, selon le **6e** rapport sur le développement humain du Conseil national économique et social (**CNES, 2006**).

Concernant les inégalités en Algérie, une étude du **CENEAP : Centre National d'Etudes et d'Analyses pour la Population et le développement (2005)** où ses experts se sont appuyés pour la mesure de la pauvreté et du niveau de vie sur la méthodologie **LSMS (Living**

**Standard Measurement Surveys**), ils ont également conclu, comparativement aux données de **1995**, que l'inégalité est en baisse. Cette réduction de l'inégalité est confirmée, selon le **CENEAP**, par la variation de l'indice de **GINI** qui passe de **35,7 %** en **1995** à **31,8 %** en **2005**.

L'extension de la pauvreté est à mettre au compte de l'absence de croissance économique et de la baisse de la création de l'emploi durable qui en a résulté. En effet, il a été démontré que, dans le cas de l'Algérie, la pauvreté est particulièrement liée au chômage.

La population en chômage au sens du **BIT**, est estimée à **1.214.000** personnes, soit un taux de chômage de **10,6 %** au niveau national, enregistrant une hausse de **0,8** point par rapport à **avril 2014**; atteignant **9,2 %** chez les hommes et **17,1 %** chez les femmes. Des disparités significatives sont observées selon l'âge, le niveau d'instruction et le diplôme obtenu. Le taux de chômage des jeunes (**16-24 ans**) **atteint 25,2 %** touchant ainsi un jeune actif sur quatre.

L'augmentation du taux de chômage est due principalement à une hausse du taux de chômage des diplômés et principalement ceux issus de l'enseignement supérieur. Après avoir connu une baisse sensible durant la période **2010-2013**, passant de **21,4 %** à **14,3 %** pour atteindre **13,0 % en avril 2014**, le taux de chômage des diplômés de l'enseignement supérieur a connu une augmentation sensible en septembre **2014** pour atteindre **16,4 %** avec des disparités significatives selon le sexe (**10,9 %** auprès des hommes et **22,1 %** chez les femmes).

Par ailleurs, le chômage des diplômés des instituts de la formation professionnelle a enregistré une hausse de **0,8** point par rapport à la même période (**entre avril et septembre 2014**), alors que l'on assiste à une augmentation plutôt timide (**0,2 point**) de ce taux auprès des personnes sans qualification.

Le **Tableau 5** nous indique l'évolution des taux de chômage en Algérie durant la période **1990-2014**.

**Tableau 5 : Evolution des indicateurs du chômage en Algérie (1990 – 2014).**

<b>Année.</b>	<b>Population active.</b>	<b>Nombre de chômeurs.</b>	<b>% du chômage.</b>
1990	5.851.000	1.272.000	21,7
1992	6.318.000	1.344.000	21,2
1993	6.561.000	1.519.000	23,1
1994	6.814.000	1.660.000	24,3
1996	7 811 000	2.186.000	27,98
1997	8.072.000	2.257.000	27,96
1998	2.326.000	2.333.000	28,02
1999	8.589.000	2.516.000	29,2
2000	8.153.647	2.427.726	29,8
2001	8 339 449	2.568.221	27,3
2003	8.762.326	2.078.270	23,7
2004	9.469.946	1.671.534	17,7
2006	10.109.645	1.240.841	12,30
2007	9.968.906	1.374.663	13,8
2008	10.315.000	1.169.000	11,3
2009	1.054.400	107.200	10,2
2010	10.812.000	1.076.000	10
2011	10.661.000	1.062.000	10
2012	11.423.000	1.253.000	11
2013	11.964.000	1.175.000	9,8
2014	11.453.000	1.214.000	10,6

**Source :** ONS, Site Officiel consulté le 18 / 10 / 2015.

Selon diverses estimations, dont celle du **CNES (2006) :**

Ce sont plus de **sept millions de personnes**, soit **23 %** de la population, qui vivent en deçà du seuil de pauvreté, c'est à dire avec un revenu quotidien inférieur à **01 Dollar**. Ce chiffre passe à **14 millions** de personnes, soit plus de **40 %** de la population, si l'on considère un revenu quotidien inférieur à **02 Dollars**. Les classes moyennes ont de ce fait rejoint le lot des plus démunis. Ce faisant elles ont pratiquement disparu.



L'évolution du **SNMG** explique ainsi la capacité des ménages Algériens à résister aux multiples crises des hausses des prix qu'a connues le pays depuis **1990**, car, même dans son état actuel fixé à **18.000 DA** après des rounds de négociation entre le gouvernement et les partenaires sociaux, conclus par la signature du « **Pacte Economique et Social** », le **SNMG** est loin de toutes les prétentions.

En outre, la persistance des déséquilibres du marché du travail a conduit à la constitution d'un secteur informel important qui se développe rapidement d'année en année et qui reste toujours un refuge pour les chômeurs qui ne trouvent pas de travail dans le secteur officiel. Ainsi, l'augmentation des prix notamment suite à l'application du plan d'ajustement structurel a causé une détérioration du pouvoir d'achat et, a agi positivement sur la baisse du taux de chômage contrairement à l'idée qu'une augmentation inattendue des prix réduirait les salaires réels et mènerait à une augmentation de la demande de travail et une baisse du chômage.

Ceci explique que les salaires ne jouent pas leurs rôles d'ajustement sur le marché du travail algérien en laissant une bonne partie de la population en chômage se réfugier vers le secteur informel (**Bouriche, 2013**).

**Tableau 6 : Evolution du SNMG en DA en Algérie de 1990 à 2012.**

Année	SNMG
1 <sup>er</sup> Janvier 1990	1 000
1 <sup>er</sup> Janvier 1991	1 800
1 <sup>er</sup> Juillet 1991	2 000
1 <sup>er</sup> Avril 1992	2 500
1 <sup>er</sup> Janvier 1994	4 000
1 <sup>er</sup> Mai 1997	4 800
1 <sup>er</sup> Janvier 1998	5 400
1 <sup>er</sup> Septembre 1998	6 000
1 <sup>er</sup> Janvier 2001	8 000
1 <sup>er</sup> Janvier 2004	10 000
1 <sup>er</sup> Janvier 2007	12 000
1 <sup>er</sup> Janvier 2012	18000

Source : ONS, 2014.

Le seuil de pauvreté alimentaire est défini comme étant le niveau de revenu pouvant procurer des produits alimentaires dont l'apport calorique serait de **2.100 calories** par jour et par personne. L'élimination de la faim est mesurée sur la base de **1\$ PPA par jour**, en ce sens, la proportion de la population disposant de moins de **1\$ PPA** par jour a diminué pour atteindre **1,9 % en 1988** jusqu'à **0,6 % en 2005** pour atteindre approximativement **0,4 % en 2011**, contre une valeur cible de **0,85 % à fin 2015**.

En marge de la **38<sup>ème</sup>** Conférence de la **FAO**, l'Algérie a été distinguée pour avoir réalisé le premier **OMD (Objectifs du Millénaire pour le Développement)**. L'Algérie a enregistré une réduction significative de la pauvreté, qui selon les statistiques officielles est passée de **14,1 % e, 1995 à 5 % en 2008 (PNUD, Algérie, 2015)**.<sup>1</sup> Dans son Rapport sur le Développement Humain de **2008**, le **PNUD Algérie** indique que l'indice de pauvreté humaine (**IPH**) a reculé de près de **1/3** sur la période intercensitaire, ce qui traduit une amélioration des **4** indicateurs de mesure correspondants : probabilité de décéder avant 40 ans, insuffisance pondérale chez l'enfant de **0 à 5 ans**, analphabétisme des adultes et accès à l'eau potable.

**En 2013**, la répartition des richesses fait de plus apparaître des inégalités criantes au sein de la société algérienne. **Les 10 % les plus pauvres** de la société se partagent **2,8 %** de la richesse nationale. **Les 10% les plus riches** de la société se partagent **26,8 %** de la richesse nationale.

**En 2014, plus de 9 millions d'Algériens** vivent en dessous du seuil de pauvreté, rapporte la Ligue Algérienne pour la Défense des Droits de l'Homme (**LADDH, 18 / 10 / 2014**) dans un communiqué à l'occasion de la journée internationale pour l'élimination de la pauvreté. Près de **1.932.000** familles algériennes sont démunies en **2014, soit 24 %** de la population globale, en augmentation de **304.000** familles par rapport à **2013** où le chiffre était situé à **1.628.000** familles selon des chiffres fournis par le Ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la Femme.

### **Conclusion :**

Le processus de réformes, la privatisation des entreprises publiques, l'exode rural, la déperdition scolaire et la cherté de la vie sont d'autres facteurs qui ont contribué et de près au renvoie de milliers de ménages dans les cercles de pauvreté.

---

<sup>1</sup> Disponible sur : <http://www.dz.undp.org/content/algeria/fr/home/mdgoverview/overview/mdg1/>

Le caractère social de l'état influe en grande partie sur l'efficacité des politiques de lutte contre la pauvreté en Algérie, car, en tant que protecteur, il prend en charge l'amélioration des conditions de vie de la population entière, ce qui diminue l'intérêt alloué aux ménages pauvres et la qualité des services qui leur sont offerts. Quoique la stratégie nationale de lutte soit claire, il en demeure que la notion de « **ciblage** » des pauvres au sens propre du terme reste à revoir, en donnant un espace plus important à la notion de pauvreté multidimensionnelle, surtout la pauvreté rurale et de capacités en Algérie.

La chute des prix de pétrole à partir de **Juin 2014** a diminué les revenus et la fiscalité pétrolière, ce qui affecte directement la politique sociale du Gouvernement. Par conséquent, les premiers à en recevoir le choc sont les pauvres qui s'appauvrissent davantage par les retombées de l'austérité et du retrait graduel des subventions de l'état, surtout dans les prix des produits à large consommation.

**Références Bibliographiques :**

- Ait-Ziane. K et Amimi. H (2003), « **Quelques appréciations sur la pauvreté en Algérie** », Revue des sciences économiques de l'université de Tlemcen, Algérie, N° 02, Mars.
- Benbouziane. M et Benhabib. A (2011), « **Poverty and Macroeconomic Development in Algeria: What is the contribution of Oil Revenues ?** », 8th International Conference on Islamic Economics and Finance, Doha, Qatar.
- Bendib. R (1995), « **Rente pétrolière et crise de l'ordre rentier en Algérie** », Ed Office des Publications Universitaires OPU, Alger, Algérie. ISBN : 4-01-4052.
- Bouriche. L (2013), « **Les déterminants du chômage en Algérie : une analyse économétrique (1980 - 2009)** », Thèse de doctorat, Université de Tlemcen.
- CNES. (1999), « **Projet de rapport sur les effets économiques et sociaux du programme d'ajustement structurel** », Alger.
- CNES. (2002 b), « **Projet de rapport sur la conjoncture économique et sociale, 1 semestre** », Alger.
- Gouvernement Algérien (2008), « **Instruction du chef du gouvernement n° 1 du 27 / 01 / 2008, portant sur le PSRR de 2007 – 2013** », Alger, Algérie.
- GREDAAL : Groupe de Recherches et d'Etudes pour le Développement Durable (2004), « **La pauvreté en Algérie : Une conséquence des contraintes de l'environnement naturel ?** », Alger.
- Laabes. B (2001), « **Poverty Dynamics in Algeria** », Arab Planning Institute, Kuwait, February, 2001.
- Moumi. A (2009), « **Identification mesure et modélisation des déterminants de la pauvreté. Cas de l'Algérie** », Thèse de doctorat, Université de Tlemcen, Algérie.
- ONS (1995), « **Enquête sur les niveaux de vie, 1995** », Alger.
- Smahi. A (2004), « **Financement de la pauvreté et coopération** », Mémoire de magister, Université de Tlemcen, Algérie.
- Université Sherbrooke (2015), « **World perspective** », -Québec– Canada.  
**In:**<http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMTendanceStatPays?codeTheme=5>